



**GROUND TRUTH
SOLUTIONS**

SOMMET HUMANITAIRE MONDIAL

ENQUÊTE DE TERRAIN ET ANALYSE

SONDAGE À DESTINATION DES POPULATIONS AFFECTÉES ET DU
PERSONNEL DE TERRAIN EN HAÏTI

14 JUIN 2017



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
SONDAGE POPULATIONS AFFECTÉES	3
SONDAGE PERSONNEL DE TERRAIN	3
CONTEXTE	3
SECTION 1 - ENQUÊTE POPULATIONS TOUCHÉES	4
RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	4
COMMENT LIRE CE RAPPORT	5
Q1. INFORMATION	6
Q2. PERTINENCE	7
Q3. ÉQUITÉ	8
Q4. RESPECT	10
Q5. SENSIBILISATION AU MÉCANISME DE PLAINTÉ	11
Q6. CONFIANCE DANS LE MÉCANISME DE PLAINTÉ	11
Q7. SÉCURITÉ	12
Q8. AUTONOMISATION	13
Q9. PROGRÈS	13
STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES	14
SECTION 2 - ENQUÊTE PERSONNEL DE TERRAIN	16
RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	16
COMMENT LIRE CE RAPPORT	17
Q1. TRANSPARENCE	18
Q2. GESTION DE L'ASSISTANCE	19
Q3. LOCALISATION	20
Q4. PERCEPTION	21
Q5. PARTICIPATION	23
Q6. TRANSFERT D'ESPÈCES	24
Q7. FLEXIBILITÉ	26
Q8. PÉRIODE DE RAPPORT	27
Q9. COOPÉRATION	28
STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES	30
RECOMMANDATIONS ET PROCHAINES ÉTAPES	31
REMARQUES SUR LA MÉTHODOLOGIE	31
CONTEXTE	31
ÉLABORATION DU SONDAGE	31
TAILLE DE L'ÉCHANTILLON	31
MÉTHODOLOGIE DE L'ÉCHANTILLONAGE	31
DÉSAGRÉGATION DES DONNÉES	31
MODALITÉS LINGUISTIQUES	32
COLLECTE DES DONNÉES	32

INTRODUCTION

Sondage à destination des populations touchées

Ce rapport contient deux sondages distincts. Le premier traite de données collectées auprès de 599 personnes dans les départements haïtiens Nord-Ouest, Grand'Anse, Sud et Nippes, tous frappés par des catastrophes naturelles et récemment par l'ouragan Matthew. Il renseigne sur la réception de l'assistance humanitaire par les populations affectées en les interrogeant sur un ensemble de thèmes liés à la qualité des services et leur propre engagement. Les réponses collectées

servent à mesurer l'avancée des progrès en vue d'atteindre les objectifs fixés dans le "Grand Bargain" et les résultats d'autres efforts visant à améliorer l'efficacité de l'assistance humanitaire. Des sondages ultérieurs viendront mesurer comment ces perceptions évoluent avec le temps.

La collection des données s'est déroulée du 9 au 13 Avril 2017. Les interviews ont été menées en face à face.

Sondage à destination du personnel de terrain

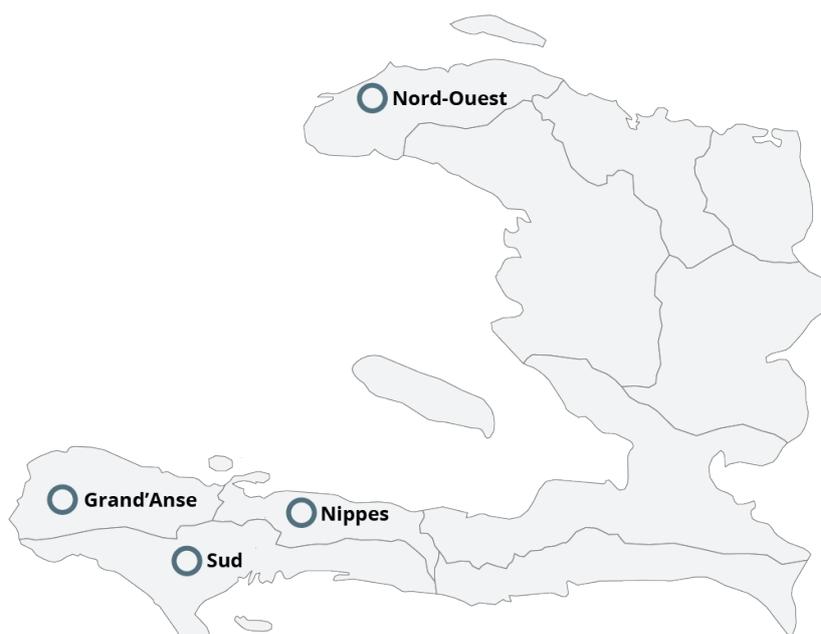
Cette section traite de données collectées auprès de 75 personnels humanitaires travaillant en Haïti au sein de 11 agences des Nations-Unies ou Organisations Internationales Non-Gouvernementales (OIGN). Le questionnaire en ligne a été distribué par chaque

organisation participante à son personnel. Les réponses ont été collectées entre le 17 avril 2017 et le 18 mai 2017 à l'aide d'un outil de sondage en ligne. Pour plus de détails, veuillez consulter la section sur la méthodologie et l'échantillonnage en fin de rapport.

Contexte

Les donateurs de l'OCDE et les acteurs humanitaires ont pris une série d'engagements lors du Sommet Humanitaire Mondial en mai 2016 en vue d'augmenter l'efficacité et l'efficacé de l'aide humanitaire. Le secrétariat de l'OCDE cherche à évaluer dans quelle mesure le changement de politique du champ humanitaire global, y compris les engagements issus du "Grand Bargain", contribuent à améliorer la qualité de l'assistance humanitaire.

A ce titre, Ground Truth Solutions a été chargé par l'OCDE, avec le soutien du Ministère Allemand des Affaires étrangères, de rapporter comment les populations affectées par les crises humanitaires et le personnel de terrain perçoivent l'assistance humanitaire.



SECTION 1 – ENQUÊTE POPULATIONS TOUCHÉES

Résumé des conclusions

Les conclusions généralement assez négatives du sondage appellent à une enquête plus approfondie.

Les services humanitaires

Les gens sont peu informés quant aux types d'assistance disponible (Q1). Les gens estiment que l'information relative à la distribution de l'assistance est insuffisante. La plupart des gens ayant répondu par la négative aimeraient en savoir plus sur qui distribue quoi, où et quand.

La majorité des sondés estiment que l'assistance ne répond pas à leurs besoins de base (Q2). Les besoins non-couverts les plus urgents concernent le logement, l'aide financière et la nourriture. L'impression dominante est que l'assistance atteint difficilement ceux qui en ont le plus besoin, en l'occurrence les membres les plus vulnérables ou fragiles de la communauté (Q3).

Engagement

Les sondés ne se sentent pas traités avec respect par les fournisseurs de l'assistance, plus de la moitié des sondés ayant répondu par la négative (Q4). Les bénéficiaires vivant à Nippes, dans le département Nord-Ouest et dans les zones rurales sont les plus critiques quant au comportement des fournisseurs de l'assistance.

Plus de deux tiers des sondés ignorent l'existence d'un mécanisme de plainte (Q5). Encore une fois, le problème est plus saillant à Nippes, dans le département Nord-Ouest et en zones rurales. Quasiment personne dans ces zones ne sait comment faire une suggestion ou notifier une plainte aux fournisseurs de l'assistance.

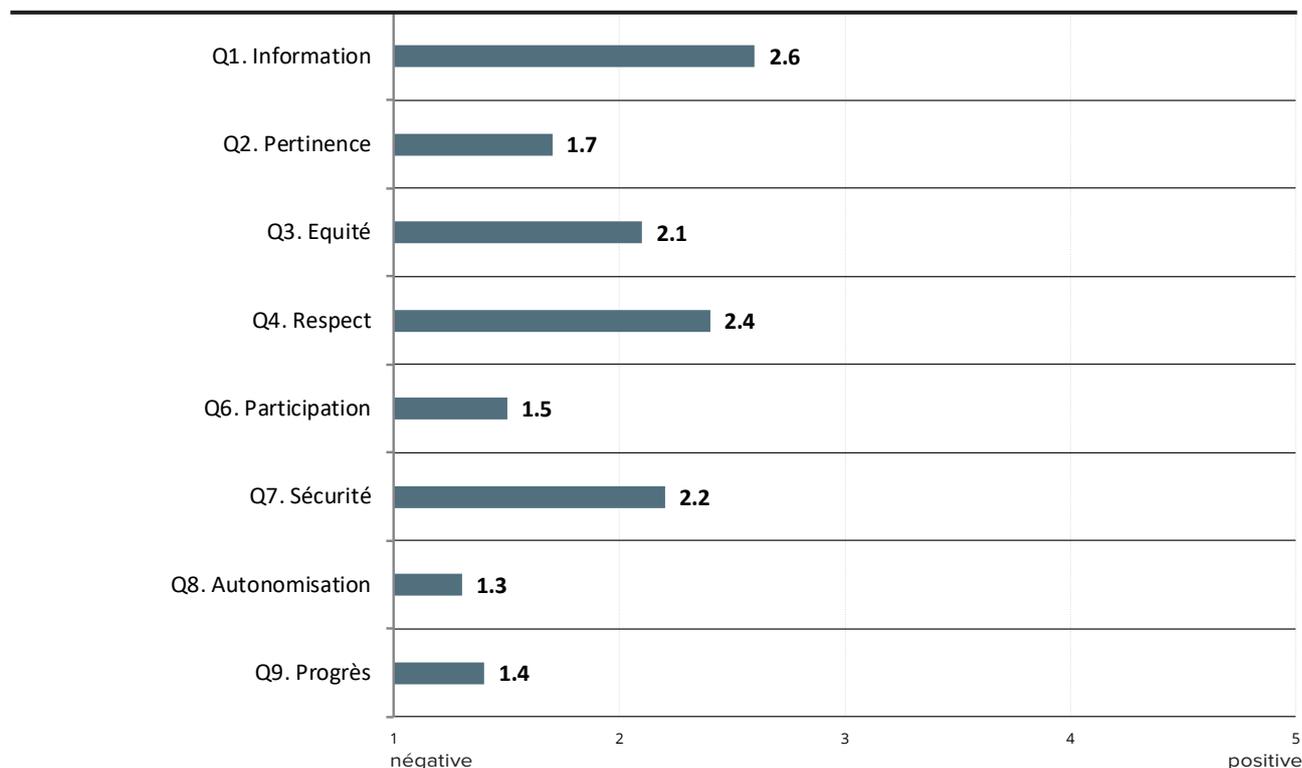
De manière générale, la plupart des sondés ne pensent pas que leurs opinions soient prises en compte en ce qui concerne la distribution de l'assistance (Q6).

Résultats

Les sondés ne se sentent pas en sécurité (Q7). Le sentiment d'insécurité est particulièrement élevé parmi les personnes sans-domicile.

Les sondés estiment que, malgré l'aide humanitaire fournie, ils ne pourront pas vivre sans assistance dans le futur et ne perçoivent pas d'amélioration dans leur existence (Q8/Q9). Les sondés de Nippes sont les plus négatifs à cet égard.

Compte-rendu des scores moyens par question





Comment lire ce rapport

Ce rapport repose sur des graphiques en barre pour analyser les réponses données à des questions ouvertes ou fermées sur l'échelle de Likert. Le graphique en barre montre la répartition des réponses à une question donnée (en %) en utilisant une gamme de couleurs allant du rouge foncé pour les réponses négatives au vert foncé pour les réponses positives. Le résultat moyen pour chaque question est aussi donné sur une échelle de 1 à 5.

Chaque question fait l'objet d'une remarque principale au regard des données qui ont été décomposées. Nous faisons également part de nos recommandations quant aux questions qui méritent d'être explorées plus en profondeur. Cela peut être réalisé soit en comparant les données relatives aux perceptions avec d'autres types de données soit en clarifiant directement avec les personnes concernées ce que ces perceptions recouvrent grâce à des discussions en groupe, des interviews-clés ou à d'autres formes de dialogue.

QUESTION DU SONDAGE

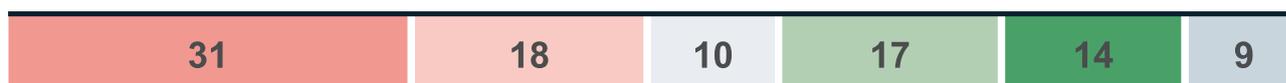
Q1. Information

Avez-vous le sentiment d'être informé au sujet de l'aide que vous pouvez recevoir ?

1 = Pas du tout
2 = Pas trop bien
3 = Je suis au courant de certains services
4 = Je suis informé au sujet de la plupart des services
5 = Je suis bien informé au sujet de la plupart des services
Pas d'opinion sur cette question
Je ne souhaite pas répondre à cette question

(résultats en %)

Moyenne: 2.6

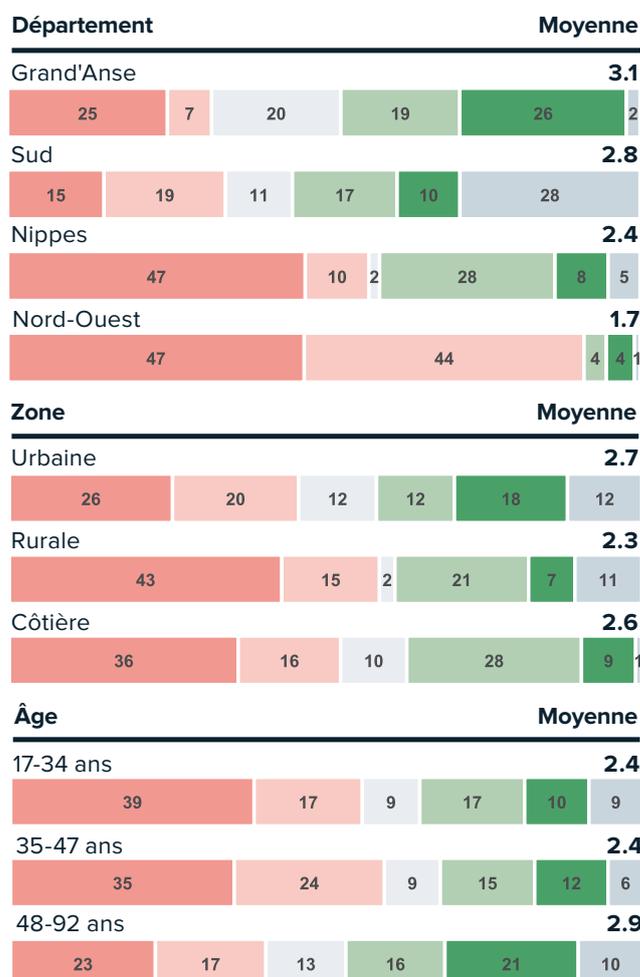


Les sondés indiquent être faiblement informés au sujet de l'aide à recevoir, seul un tiers d'entre eux se sentent bien informés.

Les résultats diffèrent significativement en fonction des zones géographiques. Les sondés du Nord-Ouest et de Nippes se sentent les moins informés. Les sondés de Grand'Anse, qui vivent pour la plupart en zone urbaine, sont les plus informés, avec 45% de réponses positives. D'après la carte 3W publiée par OCHA, cela correspond également aux départements qui comptent le moins d'opérations sur le terrain au 31 mars 2017.¹

Les sondés en zones rurales sont les moins informés.

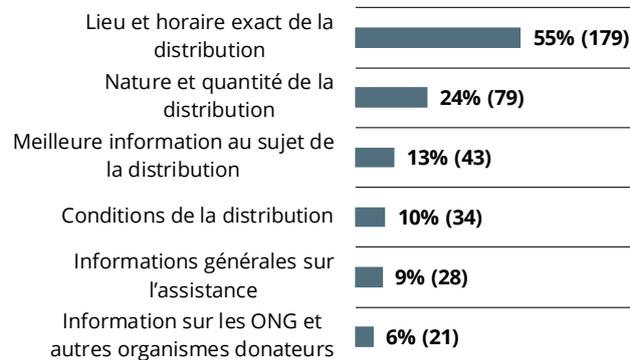
Les sondés plus âgés disent être mieux informés que les sondés plus jeunes.



¹OCHA 3W Map, "Haïti: Aperçu de Qui fait Quoi et Où (3W). Du 20 février au 31 mars 2017."

Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q1 :

De quelle information avez-vous besoin ?



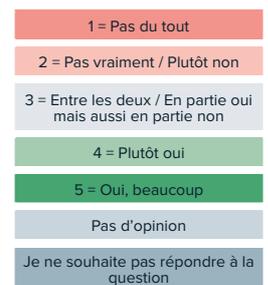
Les sondés ont besoin d'être mieux informés quant à la date, aux horaires et au lieu de la distribution de l'assistance :

Certaines personnes estiment que le recours à des cartes et à des numéros de téléphone faciliteraient l'accès à l'assistance. Les gens aimeraient être contactés par téléphone ou recevoir l'information par radio. Ces résultats concordent avec ceux issus de l'évaluation en temps réel.²

Ce graphique répertorie les réponses les plus fréquentes à la question ouverte posée ci-dessus. Le pourcentage indique la proportion de gens qui ont fourni la réponse correspondante. Étant donné que les sondés ont parfois fourni plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100.

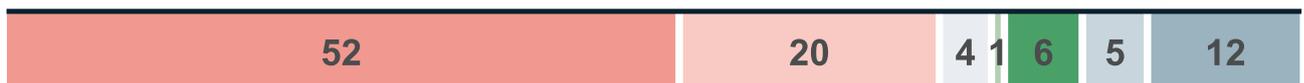
Q2. Pertinence

L'aide que vous recevez actuellement couvre-t-elle vos besoins essentiels ?



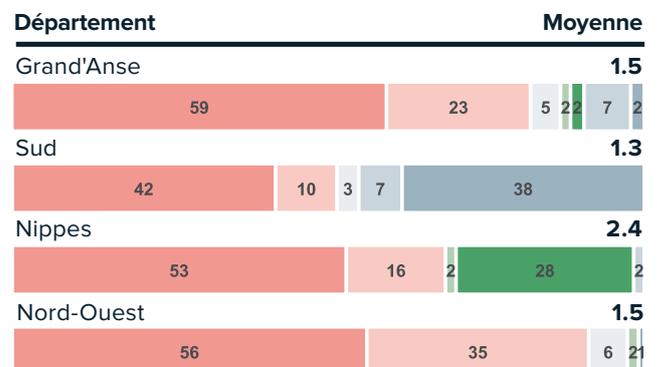
(résultats en %)

Moyenne: 1.7



Les sondés indiquent que l'aide qu'ils reçoivent actuellement n'est pas suffisante pour couvrir leurs besoins essentiels.

Les sondés du Nord-Ouest et de Grand'Anse font part d'opinions très négatives quant à la couverture de leurs besoins essentiels. Le département de Nippes est le seul département avec un nombre significatif de réponses positives.



² François Grünewald & Ed Schenkenberg, "Real Time Evaluation: Response to Hurricane Matthew in Haiti (RTE)". November-December 2016, p. 42.



Les sondés de toutes les zones expriment des difficultés à couvrir leurs besoins essentiels. 68% des sondés en zones rurales font état d'expériences très négatives à cet égard.

Zone						Moyenne	
Urbaine	46	23	5	11	8	16	1.5
Rurale	68	16	21	14			1.8
Côtière	53	15	11	16	14		2.0

Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q2 :

Quels sont vos besoins les plus importants qui ne sont pas satisfaits ?

Logement	52% (234)
Aide financière/Prêt	50% (225)
Alimentation	48% (214)
Santé	19% (87)
Travail	11% (51)
Éducation/Scolarisation	10% (43)
Commerce/Entreprise	8% (35)
Eau potable	6% (29)
Matériaux de construction	6% (28)
Infrastructure	6% (25)
Équipement agricole	4% (18)
Hygiène	3% (15)
Autre*	4% (19)

*"Autre": sécurité, semences, charbon, matériel de pêche, vêtements et chaussures pour enfants

Les besoins non-satisfaits les plus fréquemment invoqués concernent le logement, l'assistance financière sous forme de crédit commercial ou agricole et les subventions alimentaires. Presque la moitié des sondés estime être en situation d'insécurité alimentaire. Les autres besoins invoqués concernent les kits hygiéniques et les soins, spécialement à destination des enfants. Sinon, le travail, l'éducation et le développement du commerce font également partie des préoccupations majeures des sondés. Finalement certains sondés mentionnent l'accès à l'eau potable, les infrastructures et l'hygiène comme étant également des besoins non-couverts.

Selon le rapport No. 35 d'OCHA (novembre-décembre 2016), la sécurité alimentaire et les abris d'urgence/biens non-alimentaires doivent être renforcés tandis que le secteur du redressement rapide, qui est l'un des moins financés, restreint l'accès au crédit et affaiblit par conséquent la reprise de l'économie locale.³

Ce graphique répertorie les réponses les plus fréquentes à la question ouverte posée ci-dessus. Le pourcentage indique la proportion de gens qui ont fourni la réponse correspondante. Étant donné que les sondés ont parfois fourni plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100.

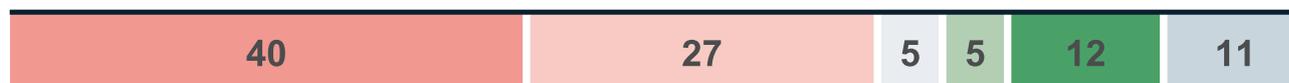
Q3. Équité

L'aide va-t-elle aux personnes qui en ont le plus besoin en Haïti ?

1 = Pas du tout
2 = Pas vraiment / Plutôt non
3 = Entre les deux / En partie oui mais aussi en partie non
4 = Plutôt oui
5 = Oui, beaucoup
Pas d'opinion
Je ne souhaite pas répondre à la question

(résultats en %)

Moyenne: 2.1



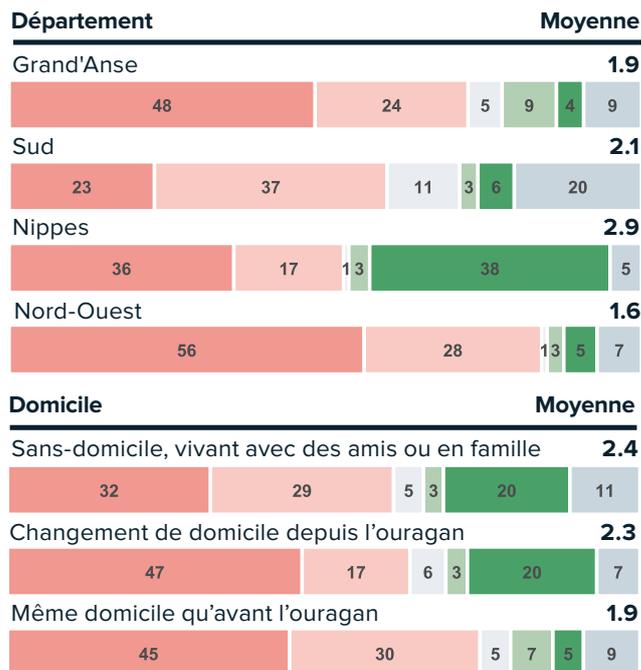
Les sondés ont le sentiment que l'aide ne va pas à ceux qui en ont le plus besoin. Plus de la moitié d'entre eux ont répondu par la négative.

³ OCHA, "Haïti: Hurricane Matthew Situation Report No.35 (04 March 2017)".



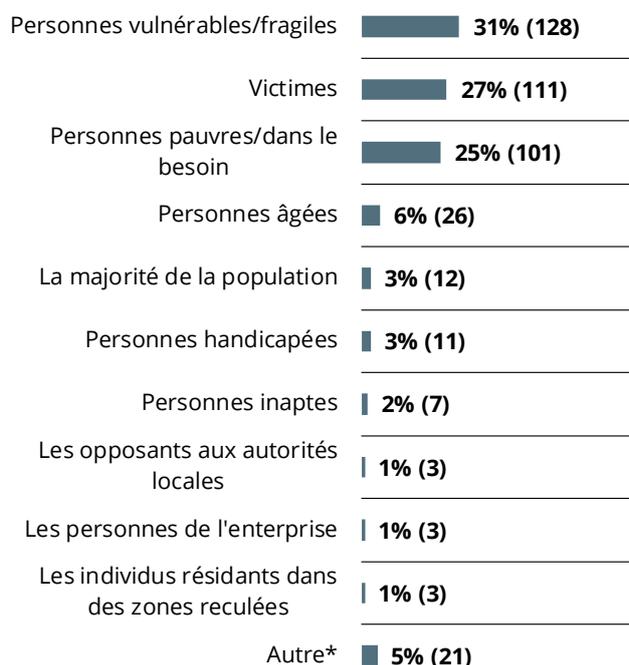
Les sondés du département Nord-Ouest expriment des opinions beaucoup plus négatives que ceux de Nippes quant à l'équité de la distribution.

Les sondés qui n'ont pas changé leur lieu d'habitation depuis l'ouragan sont plus enclins à trouver que l'aide ne va pas aux plus démunis.



Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q3 :

Qui n'en bénéficie pas?



Les personnes vulnérables et fragiles sont considérées comme étant largement privées d'assistance. Les habitants de zones reculées font état de problèmes en matière d'accès à l'assistance, même si les personnes vulnérables et fragiles sont plus désavantagées.

Ce graphique répertorie les réponses les plus fréquentes à la question ouverte posée ci-dessus. Le pourcentage indique la proportion de gens qui ont fourni la réponse correspondante. Les sondés ont parfois fourni plusieurs réponses, c'est pourquoi la somme des pourcentages n'est pas égale à 100.

*"Autres": adultes, veuves, personnes pacifistes, enfants et les forts.



Q4. Respect

Êtes-vous traité avec respect par ceux qui fournissent l'aide ?

1 = Pas du tout
2 = Pas vraiment / Plutôt non
3 = Entre les deux / En partie oui mais aussi en partie non
4 = Plutôt oui
5 = Oui, beaucoup
Pas d'opinion
Je ne souhaite pas répondre à la question

(résultats en %)

Moyenne: 2.4



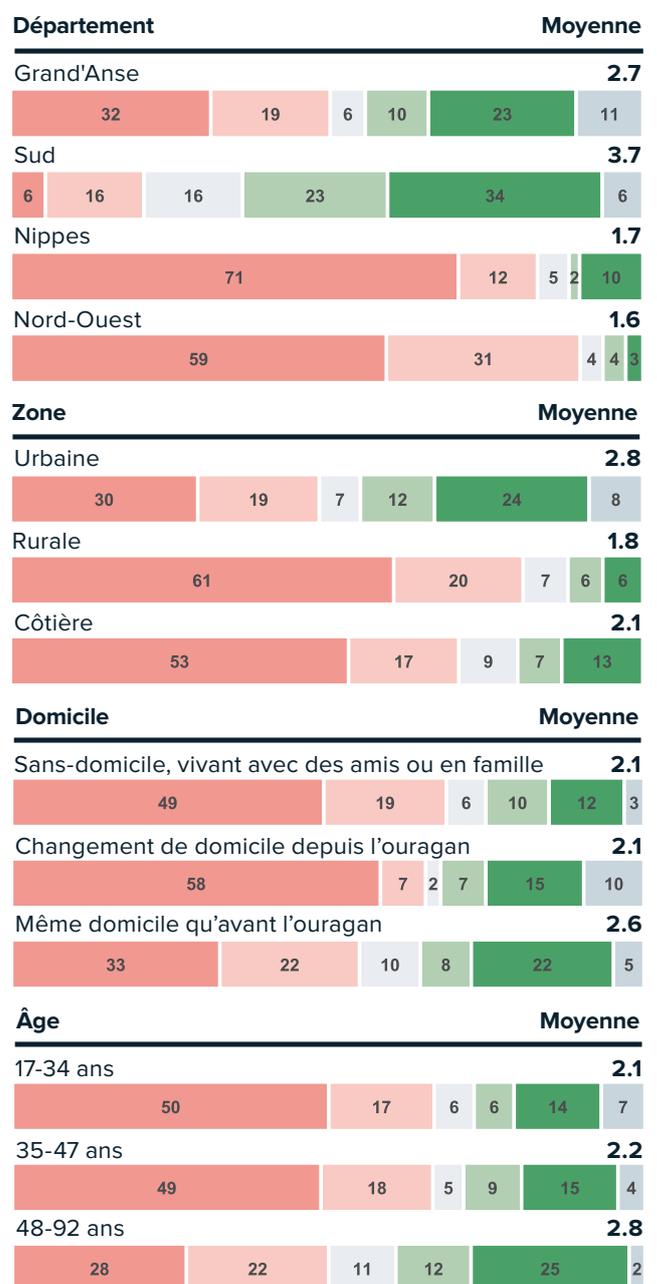
La plupart des sondés estiment ne pas être traités avec respect par ceux qui fournissent l'aide.

Les sondés du Sud, qui résident majoritairement en zones urbaines, sont plus positifs à cet égard que ceux de Nippes et du Nord-Ouest où, respectivement, 83% et 90% d'entre eux ont répondu par la négative.

Les sondés en zones rurales se montrent plus critiques vis-à-vis de la façon dont ils sont traités par les fournisseurs de l'aide que ceux en zones urbaines.

Ceux n'ayant pas changé d'habitation ont tendance à percevoir leur traitement comme étant légèrement plus favorable que ceux qui ont perdu leur domicile et ont déménagé ou vivent à présent chez des amis ou dans la famille.

La moitié des sondés âgés de 17 à 34 ans estiment n'être « pas du tout » traités avec respect tandis que les participants plus âgés sont un peu moins négatifs à cet égard.



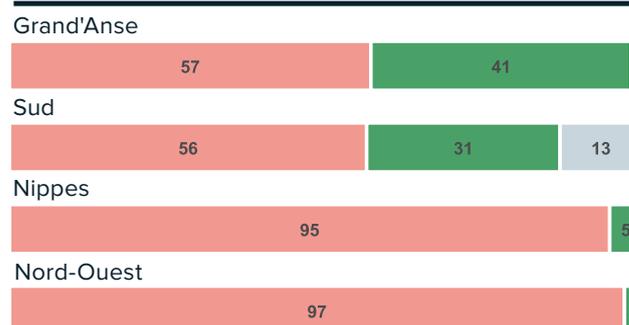
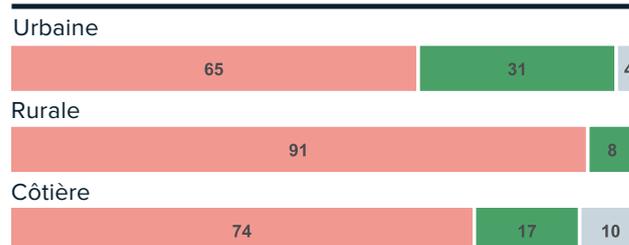
**Q5. Sensibilisation au mécanisme de plainte (voix)****Savez-vous comment faire des suggestions ou vous plaindre auprès de ceux qui fournissent l'aide ?**

(résultats en %)

**La connaissance des mécanismes de plainte est très limitée.**

On constate un déficit flagrant en termes de connaissance des mécanismes de suggestions et de plainte dans les départements de Nippes et du Nord-Ouest.

Les sondés en zone rurale n'ont généralement pas l'impression qu'ils ont la capacité ou l'opportunité d'exprimer leur opinion auprès des fournisseurs de l'assistance.

Département**Zone****Q6. Confiance dans le mécanisme de plainte****Sentez-vous que ceux qui fournissent l'aide prennent en compte votre opinion quand ils fournissent l'aide ?**

(résultats en %)

**Moyenne: 1.5**

La grande majorité des sondés estiment que leur opinion n'est pas prise en compte par les fournisseurs de l'assistance.



Les perceptions sont à cet égard moins négatives parmi les sondés de Grand'Anse et les citoyens du département Sud que parmi ceux de Nippes et du Nord-Ouest.



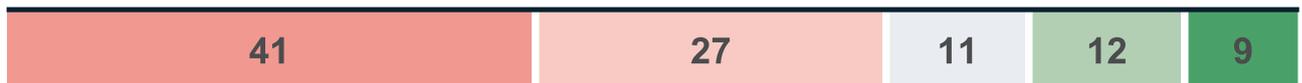
Q7. Sécurité

Vous sentez-vous en sécurité là où vous résidez ?



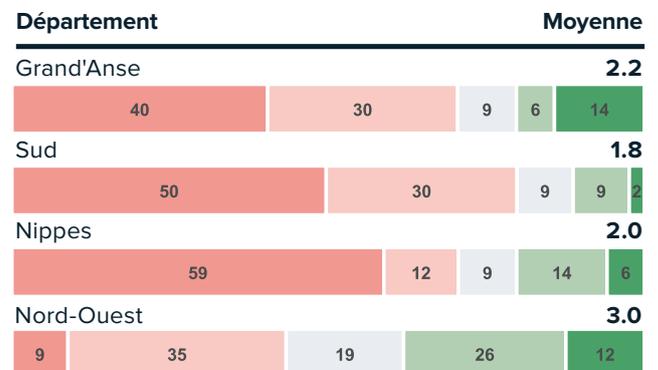
(résultats en %)

Moyenne: 2.2

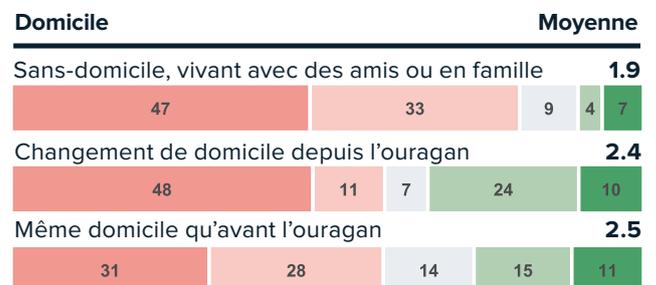


La plupart des sondés ne se sentent pas en sécurité là où ils vivent. Plusieurs sondés ont notamment invoqué la sécurité comme étant leur principal besoin non-satisfait (Q2).

Il y a une plus forte sensation de sécurité parmi les sondés du Nord-Ouest que parmi les sondés des autres zones couvertes par l'enquête.



Les sondés qui ont perdu leur domicile et qui résident avec des amis ou de la famille se sentent moins en sécurité comparés à ceux qui ont un domicile propre, qu'importe si celui-ci est le même qu'avant l'ouragan.





Q8. Autonomisation

Avez-vous le sentiment que le soutien que vous recevez vous met en situation de pouvoir vivre sans l'aide dans le futur ?

1 = Pas du tout
2 = Pas vraiment / Plutôt non
3 = Entre les deux / En partie oui mais aussi en partie non
4 = Plutôt oui
5 = Oui, beaucoup
Pas d'opinion
Je ne souhaite pas répondre à la question

(résultats en %)

Moyenne: 1.3

Les sondés n'ont pas le sentiment que le soutien qu'ils reçoivent leur permettra d'être autonome dans le futur. Cela vaut pour tous les départements et les découpages démographiques.

Q9. Progrès

D'une façon générale, les conditions de vie s'améliorent-elles pour les personnes affectées par la catastrophe ?

1 = Pas du tout
2 = Pas vraiment / Plutôt non
3 = Entre les deux / En partie oui mais aussi en partie non
4 = Plutôt oui
5 = Oui, beaucoup

(résultats en %)

Moyenne: 1.4

La plupart des sondés ne pensent pas que leurs conditions de vie s'améliorent.

Les sondés du Nord-Ouest sont légèrement moins pessimistes que ceux des autres localités, tandis que ceux de Nippes sont les plus négatifs à cet égard.

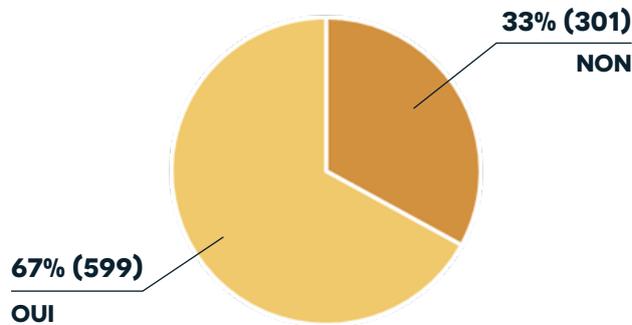
Département	Moyenne		
Grand'Anse	1.4		
67	24	9	
Sud	1.4		
64	34	1	
Nippes	1.1		
88	12		
Nord-Ouest	2.0		
23	64	7	6



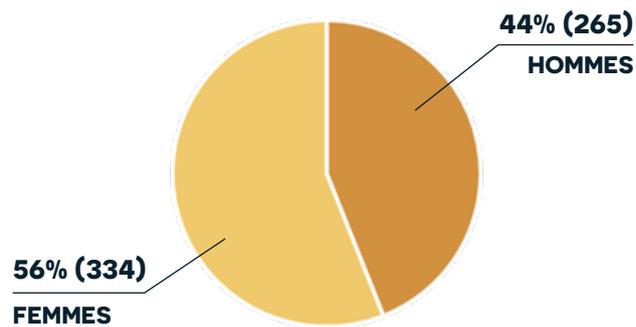
STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Au total, 900 individus ont fait l'objet d'une interview. Trente-trois pour cent d'entre eux n'ont pas reçu d'assistance humanitaire et ont été, par conséquent, exclus de l'analyse.

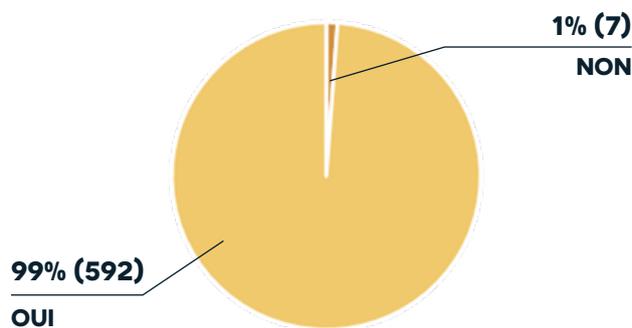
Bénéficiaire de l'assistance humanitaire



Sexe



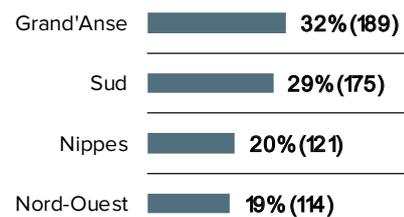
Touché par une catastrophe naturelle majeure



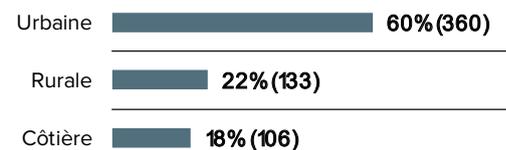
Âge



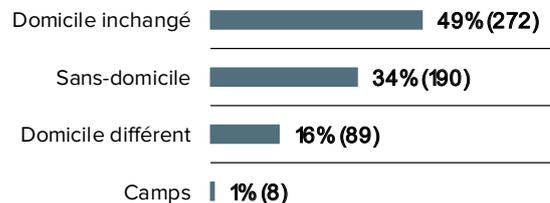
Département



Zone



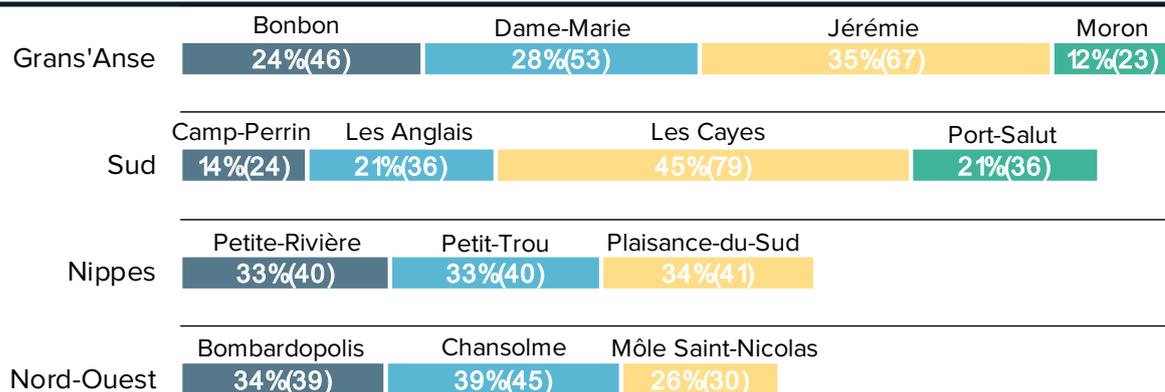
Domicile*



*Domicile inchangé depuis l'ouragan ; sans-domicile, mais habitant avec des amis ou avec de la famille ; changement de domicile.



Communes





SECTION 2 – ENQUÊTE PERSONNEL DE TERRAIN

Résumé des conclusions

Services humanitaires

Q1/Q2. La perception globale est que les financements vont où les besoins sont les plus grands et que l'aide est bien gérée. Certains sondés font part de difficultés à atteindre les populations recluses, à assurer le logement, à coordonner l'assistance et à offrir des solutions de long terme. Ceux qui émettent des réserves quant à la gestion de l'assistance soulignent un manque de coordination entre le personnel local et international, une certaine verticalité au niveau des approches et des cas de corruption.

Engagement

Q3. Plus d'un tiers des sondés estiment que les organismes locaux et internationaux de réponse ne reçoivent pas assez d'assistance. Les obstacles mentionnés sont : le manque de financement, les contraintes imposées par le donateur, les contraintes gouvernementales et le manque de capacités locales. Les solutions envisagées sont multiples : plus de promotions auprès des donateurs, un financement plus direct des acteurs locaux, une coopération renforcée de long terme entre les organismes internationaux et locaux de réponse, des relations et une planification de long terme et enfin une meilleure gouvernance.

Q4. La majorité du personnel estime être bien informé quant à la perception qu'ont les populations touchées des programmes d'aide. Ceux qui estiment ne pas être bien informés invoquent des mécanismes défaillants de retours, une implantation tardive des programmes de participation communautaire et une diffusion limitée de l'information.

Q5. La moitié des sondés ont le sentiment que les populations touchées peuvent influencer le déroulement du projet. Ceux qui pensent le contraire se plaignent notamment d'une approche verticale qui répond prioritairement aux besoins du donateur, de mécanismes

inefficaces de retours, d'un calendrier trop serré et d'une faible contribution des acteurs locaux.

Certains sondés estiment qu'il faudrait faire plus d'efforts pour inclure les retours des bénéficiaires dans l'évaluation du projet, dans son déroulement et dans le processus de décision.

Résultats

Q6. Presqu'un quart du personnel sondé ne voit pas d'avantages aux projets de distribution d'espèces. Selon eux, ces projets souffrent d'une faible contextualisation, d'un soutien basé sur le court terme et d'un manque de viabilité. Ce même personnel pense que ces projets pourraient être plus efficaces s'ils étaient mieux ciblés et supervisés ; s'ils étaient gérés en coopération avec les autorités et communautés locales et si plus d'attention était portée à la sécurité des bénéficiaires.

Q9. La coopération entre les acteurs humanitaires d'un côté et de développement de l'autre est perçue comme étant plutôt effective. Les perceptions négatives font état d'un manque de coordination et d'objectifs communs, d'un manque de liaison entre les acteurs et d'une absence de projets de développement. Les sondés suggèrent d'améliorer les systèmes de coordination/interaction, de se concentrer sur la viabilité des projets et d'accroître la participation des communautés.

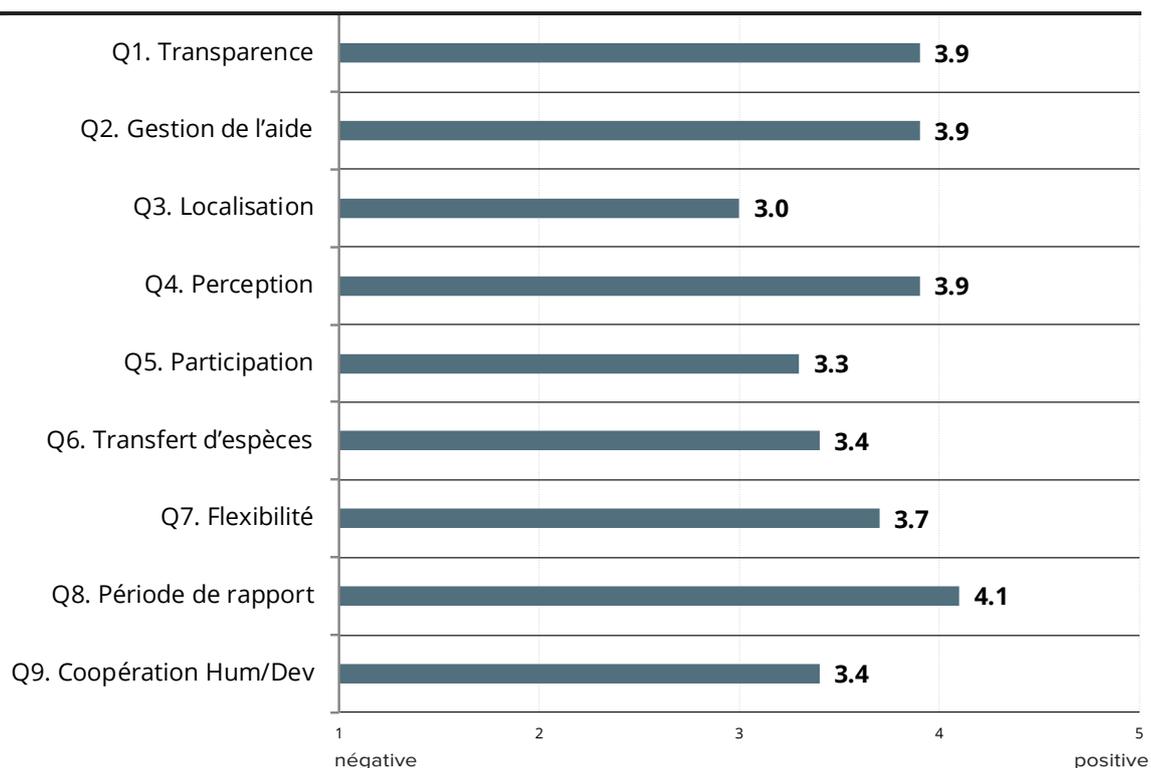
Donateurs

Q7. Le personnel se montre assez positif quant à la flexibilité de la programmation. Les avis négatifs soulignent la rigidité des conditions des donateurs et des accords avec les partenaires, une approche excessivement verticale et un calendrier trop restreint.

Q8. La durée de la période de rapport est largement considérée comme appropriée.



Aperçu de la moyenne des résultats par question



Comment lire ce rapport

Ce rapport repose sur des graphiques en barre pour analyser les réponses données à des questions type échelle de Likert. Le graphique en barre montre la répartition des réponses à une question donnée (en %) en utilisant une gamme de couleurs allant du rouge

foncé pour les réponses négatives au vert foncé pour les réponses positives. Le résultat moyen pour chaque question est aussi donné sur une échelle de 1 à 5. Chaque question fait l'objet d'une remarque principale au regard des données qui ont été décomposées.



Q1. Transparence

Estimez-vous que les fonds vont où les besoins sont les plus grands ?

1 = Pas du tout

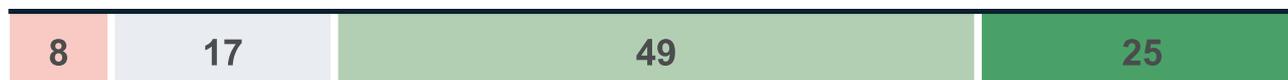
2

3

4

5 = Oui, beaucoup

(résultats en %)

Moyenne: 3.9

Les fonds d'assistance sont considérés comme étant bien pilotés et utilisés là où les besoins sont les plus criants. Cette tendance se retrouve à travers tous les découpages démographiques.

Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q1 :

Veillez expliquer votre réponse.

Le personnel de terrain rapporte quelques problèmes liés à la distribution de l'aide :

Difficultés d'accessibilité et financement limité :

“Les régions reculées ont été négligées ou marginalisées en termes d'assistance.”

Les sondés indiquent que l'assistance n'atteint pas les personnes en zones reculées et que les besoins de ces derniers ne sont actuellement pas couverts. Le personnel de terrain n'a pas les moyens de satisfaire les besoins de toutes les populations touchées, par exemple ceux qui ont tout perdu suite au Cyclone Mathieu.

“On essaie d'aider les bénéficiaires les plus vulnérables, mais le choix est vraiment difficile quand la réponse est si limitée.”

Problèmes liés au logement :

“Les plus vulnérables sont ceux dont l'habitation a été complètement détruite.”

Les fonds du secteur logement ne couvrent pas la reconstruction complète des maisons, ils ne s'adressent qu'aux habitations ayant subi de légers dommages.

L'assistance à long terme :

“Ce n'est pas suffisant d'aider temporairement les personnes touchées. Il est très important de trouver des solutions à leurs besoins une fois pour toutes. Sinon, les mêmes histoires se reproduisent.”

Problème de coordination :

“Les nouvelles méthodes de travail ne sont pas faciles à comprendre, surtout en termes d'actions intersectorielles et multisectorielles.”

Veillez fournir une ou deux propositions d'amélioration.

Le personnel recommande un meilleur ciblage, plus de financements, plus de programmes de distribution en espèces, des solutions de long terme et une coopération approfondie avec les comités et les communautés locales.

Meilleur ciblage :

“La période de soutien était très courte et toute l'assistance s'est portée sur les zones facilement accessibles. Les donateurs devraient se concentrer sur les zones difficiles à atteindre tout en encourageant la responsabilité et la participation des communautés locales.”

Coopération avec les comités et communautés locales :

“Définir les priorités en concertation avec les chefs de communautés et les autorités locales ; améliorer la coordination entre les membres des clusters et le groupe intersectoriel.”

Programmes de transferts en espèces :

“Distribuer des espèces permettrait aux gens d'acheter de l'équipement pour la production alimentaire plutôt que simplement de la nourriture. Il serait judicieux de mettre en place des activités de rémunération contre travail avec l'aide humanitaire.”

Des solutions pour le long terme :

“Cela ne résout rien d'apporter des vivres, des kits hygiéniques et de réparer les toits endommagés juste après un ouragan. La solution serait d'aider les gens à construire des habitations résistantes aux ouragans.”



Q2. Gestion de l'assistance

Estimez-vous que l'aide est bien gérée par la communauté humanitaire en Haïti ?

1 = Pas du tout

2

3

4

5 = Oui, beaucoup

(résultats en %)

Moyenne: 3.9



Le personnel interrogé est satisfait de la façon dont l'aide est administrée.

Les responsables d'équipe sont moins positifs quant à la gestion de l'aide que le reste du personnel de terrain.

Rôle sur le terrain	Moyenne
Chef d'équipe personnel de terrain	3.7
Membre d'équipe personnel de terrain	4.1
Personnel QG	4.0
Autre	3.9

Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q2 :

Veillez expliquer votre réponse.

Le personnel perçoit plusieurs problèmes dans la gestion de l'assistance : dépenses exagérées, manque de coordination entre acteurs locaux et internationaux, financement « top-down » et cas de corruption.

Manque de coordination :

“Plus d'argent devrait être dépensé pour le renforcement des capacités locales. Cela permettrait de casser le cycle de la dépendance vis-à-vis des ONG internationales. Par ailleurs, beaucoup de projets sont élaborés sans connaissance approfondie des réalités du terrain. Les projets devraient être conçus du bas vers le haut, et non pas du haut vers le bas.”

“Il y a un sérieux déficit en termes d'approches collectives et collaboratives (entre le gouvernement, les organisations non-gouvernementales et le secteur privé) pour aider les populations à risque ou vulnérables. Le gouvernement rechigne à prendre ses responsabilités.”

Approche verticale :

“Beaucoup d'organisations ont tendance à donner la priorité à leur fonctionnement : leurs priorités ne sont pas basées sur les besoins des gens.”



Veillez fournir une ou deux propositions d'amélioration.

Une meilleure réponse humanitaire présuppose une meilleure connaissance des communautés et de la situation sur le terrain, un renforcement des capacités propres des acteurs locaux et une meilleure coopération entre les acteurs humanitaires.

Renforcement des capacités :

"Il faut investir dans le renforcement des capacités. Il faut concevoir les projets avec une meilleure compréhension de la réalité sur le terrain."

"Il faut renforcer les capacités de réponse des agences nationales. Il est nécessaire d'améliorer la perception par l'opinion publique et la confiance dans les autorités au niveau local, régional et national. Les organisations internationales doivent se mettre en retrait."

Meilleure connaissance du contexte :

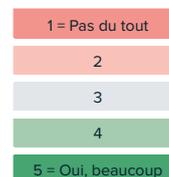
"Il faut plus travailler avec les leaders locaux, diffuser les critères au sein de la communauté."

Meilleure coopération entre les acteurs humanitaires :

"Les acteurs humanitaires doivent se plier à la stratégie nationale ; une meilleure gouvernance de la part du gouvernement est nécessaire à Haïti."

Q3. Localisation

Estimez-vous que le soutien aux organismes locaux et nationaux d'assistance en Haïti est suffisant ?



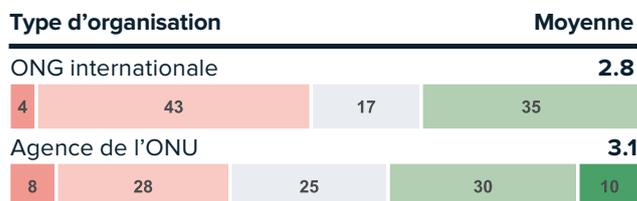
(résultats en %)

Moyenne: 3.0

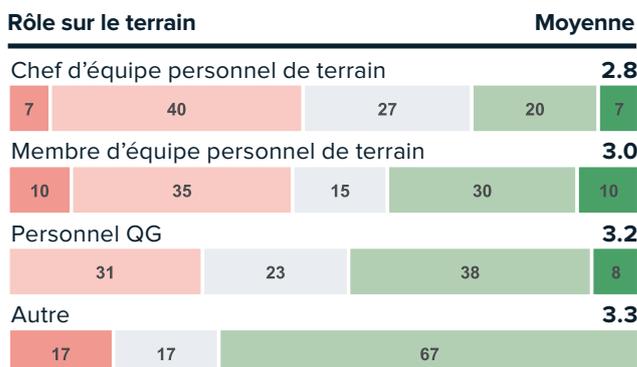


Les réponses sont partagées quant à l'assistance aux organismes locaux.

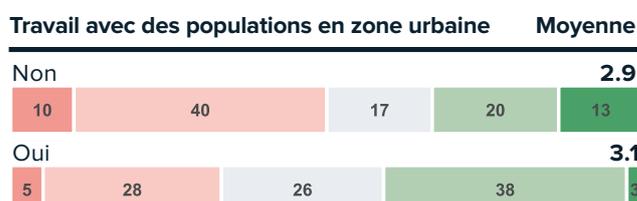
Les sondés des ONG internationales sont moins convaincus à cet égard que le personnel sondé des Nations-Unies.



Les chefs d'équipes sont moins enclins à penser que le montant de l'aide est suffisant.



Le personnel travaillant avec des populations touchées en zone urbaine est plus positif quant à l'aide apportée aux organismes locaux que le personnel travaillant en zone rurale.





Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q3 :

Veillez expliquer votre réponse.

La localisation de la réponse est critiquée en raison d'une coopération déficiente avec les acteurs locaux, de financements limités, des restrictions imposées par le gouvernement et le donateur et d'un manque d'approvisionnement.

Restrictions du donateur :

“En raison d'un calendrier restreint et des restrictions du donateur, il est difficile d'impliquer les partenaires locaux. L'autre problème est un manque de partenaires ayant les capacités nécessaires. Cela veut dire qu'il nous faut trouver plusieurs petits partenaires ce qui peut être très long et inefficace lorsqu'il s'agit d'agir dans l'urgence.”

Coopération avec les acteurs locaux :

“Il y a une tendance à minimiser les capacités des fournisseurs locaux de l'assistance. Le récit des acteurs humanitaires représente une menace pour les acteurs locaux.”

“Etant donné que nous sommes impliqués en même temps que les agences locales, cela représente des financements en moins pour celles-ci. L'idéal serait de renforcer les organismes locaux et nationaux afin qu'ils puissent répondre efficacement à n'importe quelle situation qui surviendrait.”

Veillez fournir une ou deux propositions d'amélioration.

Les solutions suggérées aux problèmes de localisation sont : plus de promotion auprès des donateurs, plus de financement direct à destination des acteurs locaux, plus de coopération de long-terme entre les fournisseurs nationaux et internationaux de l'assistance et enfin une meilleure gouvernance.

Financement direct à destination des acteurs locaux :

“Les partenaires humanitaires doivent travailler main dans la main avec les fournisseurs locaux et nationaux ; on devrait aider les fournisseurs locaux à renforcer leurs capacités, allouer un minimum de 15% du budget de l'intervention au renforcement des organismes locaux.”

Coopération de long terme renforcée entre les

fournisseurs internationaux et nationaux de l'assistance :

“Les réseaux communautaires ont plus d'ancrage dans les localités concernées, les utiliser permettrait d'assurer une certaine pérennité des actions.”

“Il faut impliquer activement les acteurs nationaux dans la coordination et adapter le système international au contexte et à la réalité de la coordination au niveau national.”

Promotion auprès des donateurs :

“Les donateurs devraient inclure dans leurs projets une clause rendant obligatoire pour une ONG internationale de rechercher activement un partenaire local afin de renforcer les capacités et d'augmenter l'efficacité des programmes.”

Q4. Perception

Le personnel de terrain dispose-t-il d'assez d'informations sur la façon dont les populations touchées perçoivent les programmes d'aide ?

1 = Pas du tout

2

3

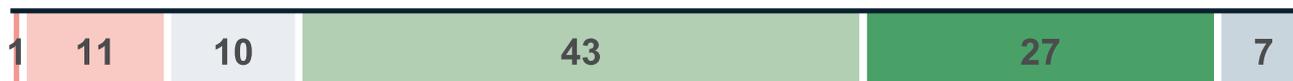
4

5 = Oui, beaucoup

Je ne sais pas

(résultats en %)

Moyenne: 3.9



Les sondés estiment être bien informés quant à la perception qu'ont les gens des programmes d'aide.



Le personnel en QG estime être le moins informé à cet égard.

Rôle sur le terrain	Moyenne
Chef d'équipe personnel de terrain	3.9
13 17 37 30 3	
Membre d'équipe personnel de terrain	4.1
5 10 52 24 10	
Personnel QG	3.6
8 15 54 15 8	
Autre	4.2
17 17 50 17	

Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q4 :

Veillez expliquer votre réponse.

Le manque d'information parmi le personnel est dû à des mécanismes inappropriés de retours, une mise en œuvre retardée des programmes de participation communautaire et une piètre diffusion de l'information.

Mise en œuvre retardée des programmes d'engagement communautaire :

"Il y a beaucoup plus de communication à sens unique entre les populations et le personnel humanitaire. Des efforts ont été réalisés au cours des trois derniers mois suite aux interviews pour améliorer la communication. Cependant, OCHA qui est en charge du CWC ("Communicating with communities – Communication avec les Communautés ") n'a pas les capacités nécessaires pour avancer. Un groupe inter-agences a travaillé sur un document stratégique mais aucun effort n'a été fait pour le rendre opérationnel."

Absence de mécanismes de retours :

"Le suivi post-distribution n'est pas suffisant pour collecter ce genre d'information (La perception des programmes d'aides par les communautés). L'enquête menée par Internews pour améliorer cela n'a pas aidé selon moi parce que l'information a simplement été collectée et rapportée sans être mise en contexte ou même vérifiée. Ainsi il y a un manque d'information crédible et vérifiable sur la façon dont l'aide est perçue et pourquoi."

Veillez fournir une ou deux propositions d'amélioration.

Les déficiences dans les mécanismes de retours peuvent être corrigées en instaurant une communication à double sens, en favorisant la participation communautaire et en contextualisant les retours collectés jusqu'à présent.

Communication à double-sens :

"OCHA devrait activer son mandat CWC. Les partenaires ont besoin d'un mécanisme de retour afin d'établir une communication dans les deux sens avec la population."

Implication des communautés :

"Il faut plus d'interaction avec les populations touchées et plus d'efforts de communication avec les communautés concernant toutes les activités."

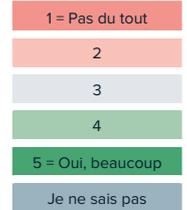
Contextualisation des perceptions :

"L'initiative d'Internews était un bon début mais se doit d'être complétée par une seconde vague de sondages afin de comprendre l'opinion des gens et de pouvoir lui donner un contexte. Ainsi ces informations seront plus utiles pour nous aider à ajuster notre approche."



Q5. Participation

Les populations touchées ont-elles un mot à dire sur la façon dont les projets sont conçus et mis en œuvre ?



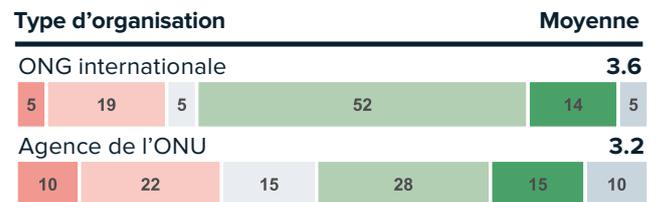
(résultats en %)

Moyenne: 3.3

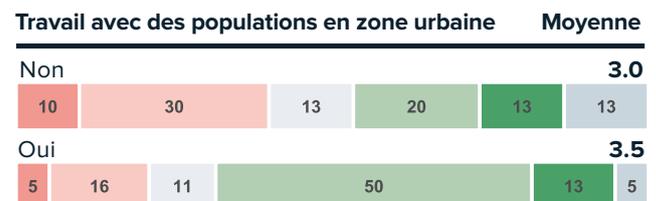


Les sondés estiment que les populations touchées sont dans une certaine mesure capable d'influencer la façon dont les programmes sont conçus. Cependant presque un tiers d'entre eux pensent que ce n'est pas le cas.

Les sondés d'agences de l'ONU sont moins convaincus que les populations ont leur mot à dire que le personnel des ONG internationales.



Les sondés qui travaillent avec des populations en zone urbaine sont plus enclins à penser que celles-ci sont impliquées que ceux travaillant avec des populations en zone rurale.



Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q5 :

Veillez expliquer votre réponse.

Le staff fait état de conceptions "par le haut" de projets qui répondent prioritairement aux besoins du donateur, de mécanismes défailants de retours, de contraintes temporelles et d'un manque de contribution de la part des acteurs locaux.

Approche par le haut :

"Les bénéficiaires sont impliqués dans la conception et la mise en œuvre d'activités qui ont déjà été décidées et non pas pour décider quel genre d'intervention serait utile."

"Les projets sont conçus en fonction de la stratégie des donateurs et des fournisseurs de l'assistance... On fait ce que les donateurs sont prêts à financer."

Restrictions temporelles :

"Nous n'avons souvent que 24 h pour préparer les propositions de projet. Cela ne laisse aucun temps pour une consultation."



Veillez fournir une ou deux propositions d'amélioration.

Prendre en compte l'opinion des gens dans la conception du programme :

"Des représentants des populations touchées peuvent être consultés à propos du dispositif opérationnel, des mécanismes de distribution, etc. Cela nécessiterait une activation très rapide du mécanisme de consultation (en quelques jours), ce qui serait un défi."

Consulter les communautés au cours de la conception et de l'estimation :

"Il faudrait faire plus attention aux détails quand les estimations sont faites, éviter les approches trop généralistes... et avoir une meilleure relation avec les gens issus de la communauté."

"Assurer un suivi post-distribution permettra de savoir ce que les bénéficiaires en ont pensé, cela améliora les choses."

Informar les populations touchées à propos des programmes :

"Il faut informer les bénéficiaires à propos des données, des quantités, de la portée de la distribution, etc."

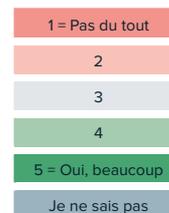
Etablir un mécanisme intersectoriel de plainte :

"Il faut réfléchir à un mécanisme inter-agences/intersectoriel de plainte ou de retours."

"Articulation entre la stratégie du donateur et la stratégie du gouvernement ; flexibilité des donateurs à l'égard des programmes."

Q6. Distribution en espèces

Estimez-vous que les projets de distribution d'argent en espèces produisent de meilleurs résultats que les autres formes d'aides ?



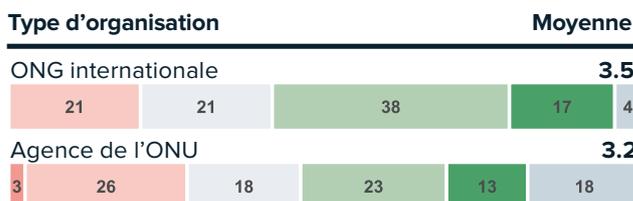
(résultats en %)

Moyenne: 3.4



La moitié des sondés estiment que la distribution d'espèces produit de meilleurs résultats. Presqu'un quart d'entre eux ne sont pas de cet avis.

Les sondés parmi le personnel de l'ONU sont moins convaincus de l'efficacité des programmes de distribution en espèces que le personnel des ONG internationales.





Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q6 :

Veillez expliquer votre réponse.

Certains personnels de terrain critiquent les programmes de transferts d'espèces pour leur absence de contextualisation, leur vision à court-terme et leur manque de durabilité.

Manque de contextualisation :

“J’aime l’idée d’un transfert d’espèces, étant donné que cela augmente l’autonomie des gens qui peuvent prendre leurs propres décisions, mais cela nécessite une fine compréhension de leur environnement. Dans certains endroits cela ne marche pas (et nous l’ignorons).”

“Lors des distributions d’argent en espèces, on constate plus de désordres, de vols et de violences contre les bénéficiaires. Même quand la distribution se fait dans un lieu sécurisé, quand la personne rentre chez elle il arrive qu’elle soit attaquée. Les personnes les plus à risques sont les personnes âgées et les femmes. On met les gens en danger en essayant de les aider.”

Vision à court terme :

“La distribution temporaire d’argent pour les populations est inefficace car les bénéficiaires l’utilisent pour leur consommation. Il y a un besoin pour des projets durables qui profitent à toute la communauté.”

“Les autres formes de distribution sont bonnes, mais si on organisait une sorte de micro-crédit pour les personnes concernées, cela serait tout à fait bénéfique.”

Veillez fournir une ou deux propositions d’amélioration.

Le personnel de terrain pense que les transferts d'espèces seraient plus efficaces s'ils étaient mieux ciblés, contrôlés et suivis dans le temps. Ils pourraient aussi être couplés à d'autres formes de soutien, être gérés en coopération avec les autorités et communautés locales, s'assurer de la sécurité des bénéficiaires et enfin être mis en œuvre de façon durable.

Assurer la sécurité des bénéficiaires :

“Les transferts peuvent toujours avoir lieu, mais au lieu de donner rendez-vous aux personnes ciblées dans des endroits où elles seront vues (il y aura toujours des intrus) on pourrait le faire ménage par ménage en apportant l’argent directement à leur domicile sans attirer l’attention de ceux qui ne sont pas concernés, ce qui serait beaucoup mieux. Il faudrait aussi s’assurer que les personnes ciblées soient présentes à la date choisie et augmenter le nombre d’agents ou de distributeurs fiables.”

Meilleur ciblage, contrôle et suivi :

“A mon avis, on doit trouver un mécanisme de contrôle plus fiable, impliquer davantage les autorités locales et les leaders communautaires dans le ciblage et la validation des listes de bénéficiaires. Ensuite assurer le transfert en ligne via un opérateur. L’opérateur sera ensuite chargé d’aller dans les communautés pour assurer le paiement en face des autorités et des leaders qui avaient validé les listes de bénéficiaires au préalable.”

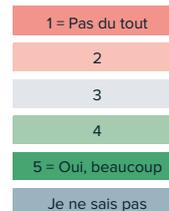
Instaurer des programmes durables :

“Les gens doivent être soutenus. Le secteur agricole doit être stimulé et les entreprises doivent être redynamisées à travers des subventions. L’autre aspect concerne la préparation au risque de catastrophes. On a besoin d’actions qui permettront de minimiser l’impact négatif de catastrophes dans le futur. Rien n’a été fait en termes de reconstruction à part des transferts d’espèces et des programmes d’argent contre travail pour une durée de dix jours. Comment dix jours de travail pour 300 gourdes sont-ils sensés soutenir la population ? C’est un pansement mais les racines du problème ne sont pas attaquées.”



Q7. Flexibilité

Les organisations humanitaires ont-elles la flexibilité nécessaire pour ajuster leurs projets et programmes quand la situation évolue ?



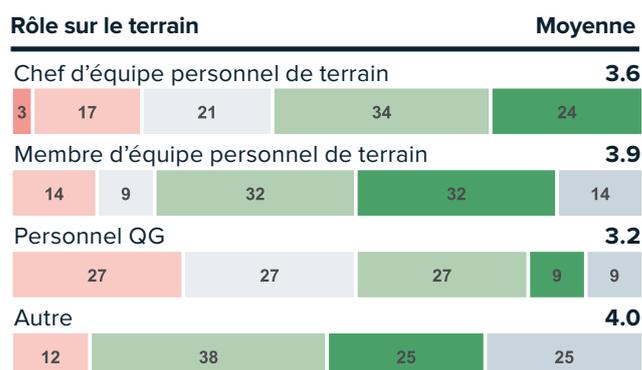
(résultats en %)

Moyenne: 3.7

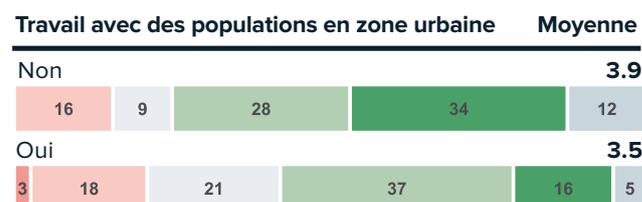


La plupart du personnel estime que les organisations sont flexibles, bien que 18% expriment un avis contraire.

Les sondés en position managériale ou en suivi et évaluation sont moins positifs que le reste du personnel.



Le personnel qui ne travaille pas avec des personnes en zone urbaine est plus enclin à penser qu'il existe une marge de manœuvre dans la conception des projets.



Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q7 :

Veillez expliquer votre réponse.

Le personnel fait état d'un manque de flexibilité lié aux exigences rigides du donateur et aux accords avec les partenaires, à une élaboration des programmes « par le haut » et à des restrictions temporelles.

Exigences rigides du donateur :

“C'est un gros problème. Tous les partenaires dans notre secteur se plaignent de la rigidité des donateurs et de ne pouvoir pratiquement pas ajuster leurs programmes en raison des exigences et des objectifs. Ils doivent se conformer aux exigences du donateur. Il y a urgence à se pencher sur ce problème.”

Conception verticale des projets :

“Beaucoup de partenaires sont limités dans la manière dont ils peuvent ajuster leurs projets. Cela est dû au fait que les projets ne sont pas conçus à partir de la base.”

“Très souvent, les organisations humanitaires ont des modèles de projets, élaborés dans d'autres pays, et elles viennent les mettre en œuvre en Haïti sans pour autant réaliser que Haïti a ses propres problèmes.”



Veillez fournir une ou deux propositions d'amélioration.

Les programmes pourraient être rendus plus flexibles si les accords prévoient une adaptation et si celle-ci était basée sur les retours en provenance des communautés et sur leurs besoins changeants.

Une conception qui répond aux besoins du terrain :

"Il faut promouvoir des modèles qui répondent à des besoins exprimés sur le terrain (et non imposés "par le haut"). Je suspecte certains modèles d'être basés sur les demandes du donateur. Il s'agit d'un compromis au niveau de la prise de décision."

"Nous savons qu'après une catastrophe, la situation change de façon rapide et progressive. Les organisations devraient pouvoir ajuster leurs projets en fonction de ces évolutions, bien sûr avec preuve du changement survenu à l'appui."

Q8. Période de rapport

Estimez-vous que le temps que vous consacrez à l'élaboration des rapports soit approprié ?

1 = Pas du tout
2
3
4
5 = Oui, beaucoup

(résultats en %)

Moyenne: 4.1



Le temps consacré à l'élaboration des rapports est approprié, selon les sondés. Il n'y a pas de différences significatives entre les segments de personnel.

Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q8 :

Veillez expliquer votre réponse.

Negative responses on reporting time are based on:

Contraintes de temps et de crise :

"Cela dépend de la structure mise en place au moment de l'urgence. Mais bien souvent, la priorité est d'avancer avec les distributions et il y a peu de temps pour produire des rapports bien élaborés sur l'opération."

"En situation d'urgence, des données fiables doivent être enregistrées et analysés. Cela étant dit, les ONG sont souvent débordées par le volume de données et cela a un impact sur le temps passé sur la conception ou sur la qualité des données."

Fortes exigences concernant les rapports :

"Certains donateurs font preuve d'un niveau d'exigence ridiculement élevé concernant les rapports et la documentation surtout au regard des circonstances parfois difficiles et improvisées qui caractérisent certains projets."

Manque de suivi des rapports :

"J'ignore qui lit ces rapports et ce qu'ils font avec l'information qu'ils reçoivent. Les rapports sont utiles s'il existe une structure pour enregistrer l'information et agir en conséquence."

Veillez fournir une ou deux propositions d'amélioration.

Les problèmes liés aux rapports pourraient être corrigés de la façon suivante :

Identifier l'objectif des rapports :

"Il faut reconnaître le rôle des rapports et comment ils sont liés à des améliorations."

"Il faut plus de coordination stratégique plutôt que de passer du temps à rédiger des rapports. Il faut passer plus de temps sur le terrain pour comprendre les enjeux."

Ajuster les exigences de rapport à la situation :

"Les donateurs doivent assouplir certaines conditions ou reconnaître lorsqu'un assouplissement est nécessaire en fonction des circonstances."

"L'UNICEF exigeait de recevoir un rapport hebdomadaire sur certaines données et nous l'a rappelé à grands renforts d'emails alors même que l'urgence était à son comble et que la plupart des équipes étaient coupées de moyens de communication et sans électricité."



Q9. Coopération

Les acteurs humanitaires et les acteurs du développement collaborent-ils efficacement en Haïti ?



(résultats en %)

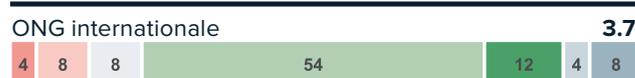
Moyenne: 3.4



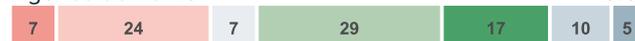
Alors que la moitié des sondés estiment que la collaboration entre les acteurs est efficace, presque un quart d'entre eux ne partagent pas cet avis.

Les sondés des agences de l'ONU sont moins positifs que le personnel des ONG internationales à cet égard.

Type d'organisation Moyenne

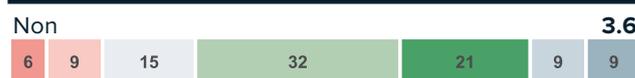


Agence de l'ONU Moyenne



Le personnel travaillant avec des populations touchées en zone urbaine est moins convaincu quant à l'efficacité de la coopération entre les deux parties.

Travail avec des populations en zone urbaine Moyenne



Oui Moyenne



Question complémentaire à destination de ceux qui ont répondu 1, 2, ou 3 pour Q9 :

Veillez expliquer votre réponse.

Les perceptions négatives ont pour origine :

Le manque de coordination/d'ambition commune :

"La présence aux réunions de coordination est faible. Il y a un manque de leadership de la part du gouvernement."

"Chacun des acteurs a ses propres priorités. Il n'y a pas de terrain commun."

"Parfois ils agissent tous dans le même domaine mais avec des stratégies différentes."

"Il n'y a pas de mécanismes de coordination entre les programmes humanitaires et de développement."

Le manque de connexion entre les deux :

"Les réponses humanitaires ne sont pas articulées de manière à préparer des opérations de redressement."

L'absence de projets de développement :

"On a très peu de projets de développement."

"Certains projets réguliers ont été suspendus."



Veillez fournir une ou deux propositions d'amélioration.

La coopération pourrait être améliorée par :

Un meilleur réseautage/Une meilleure communication/ coopération :

“Les agences de l'ONU, à travers OCHA, ont une bien meilleure structure de coordination ; elles arrivent à assurer la coordination nécessaire et l'entente requise pour éviter les doublons dans les actions à mener sur le terrain.”

“Des forums de coordination doivent être établis et les synergies renforcées.”

Un recentrage sur la durabilité :

“Il faut inclure le développement/redressement dans les réunions intersectorielles”

“Il faut investir dans le développement durable.”

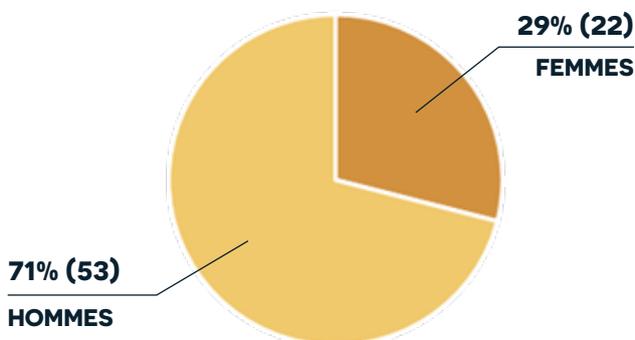
Une participation des communautés :

“Il faudrait mettre en œuvre des projets directement avec les collectivités sans association avec les acteurs humanitaires d'urgence, pas de réalisation visible du développement alors que l'urgence tend vers sa fin.”

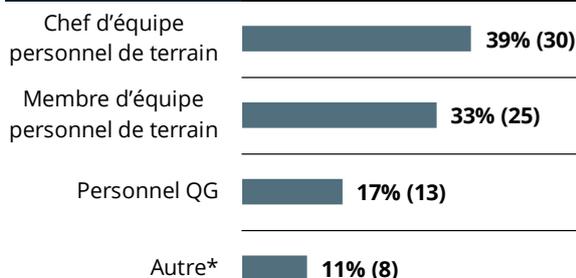
STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Les graphiques ci-dessous font état de la répartition démographique parmi les 75 sondés. Chaque graphique comporte les pourcentages ainsi que les sommes par répartition.

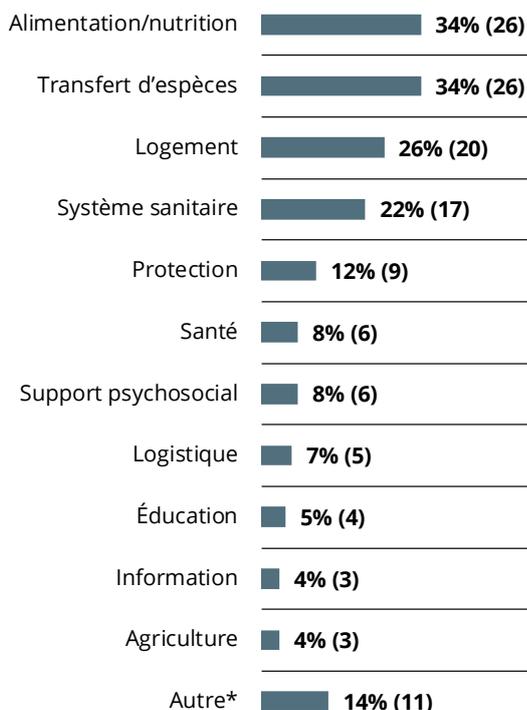
Sexe



Rôle sur le terrain



Type de service fourni/reçu**

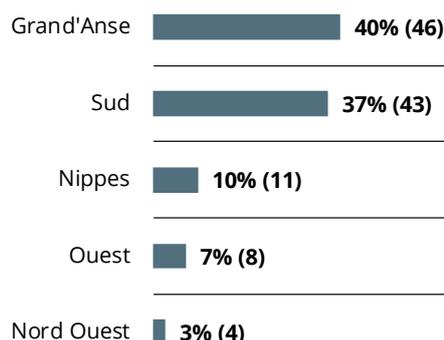


*"Autre" comprend la coordination, liaison avec la communauté, redressement initial, gestion des risques, CMO, assistance TIC, gestion, et télécommunications.

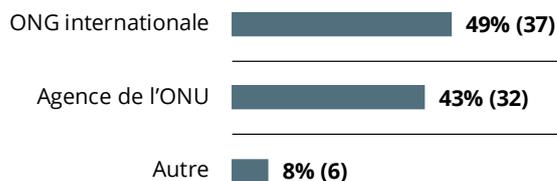
Âge



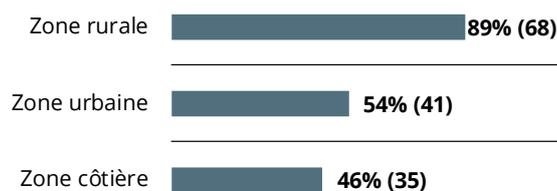
Département



Type d'organisation



Zone**



**"Autre" correspond à des consultants ingénieurs, des spécialistes en coordination, des conseillers en sécurité, des spécialistes en protection sociale, suivi logistique cargo, services de support en personnel.

**Les sondés pouvaient choisir plusieurs réponses. Ainsi le total des réponses n'équivaut pas à 100.



RECOMMANDATIONS ET MESURES À PRENDRE

Nous suggérons aux organisations humanitaires en Haïti de considérer les mesures suivantes :

a) Dialogue. Les agences devraient discuter des principales conclusions avec leur personnel et partenaires afin de valider et approfondir l'analyse. Ces dialogues de fond devraient cibler les aspects qui méritent davantage d'attention ou d'être corrigés au regard des données collectées.

b) Partage. Envisager de partager ces retours avec d'autres

agences actives en Haïti afin d'essayer de déterminer comment la communauté humanitaire dans son ensemble peut s'attaquer à ces problèmes.

c) Boucler la boucle. Encourager le personnel de terrain à boucler la boucle en informant les populations touchées sur d'éventuels changements suite à la prise en compte de leurs retours.

Ground Truth se réjouit de discuter de ces recommandations et de vous conseiller sur la suite des événements.

REMARQUES SUR LA MÉTHODOLOGIE

Contexte

Les donateurs de l'OCDE et les acteurs humanitaires ont pris une série d'engagements lors du Sommet Humanitaire Mondial qui s'est tenu à Istanbul en vue d'augmenter l'efficacité et l'efficacé de l'aide humanitaire. Le secrétariat de l'OCDE cherche à évaluer les changements de politiques dans le paysage humanitaire et à vérifier si les engagements contenus dans le Grand Bargain ont produit les résultats espérés. A ce titre, Ground Truth Solutions a été chargé de rapporter comment les populations touchées par les catastrophes humanitaires et le personnel de terrain perçoivent les réformes esquissées par le Grand Bargain. L'objectif est d'informer sur la mise en œuvre en cours du Grand Bargain avec le but ultime, d'améliorer l'efficacité de l'aide humanitaire.

Élaboration du sondage

Ground Truth a élaboré deux enquêtes distinctes – un sondage pour les populations touchées et un sondage pour le personnel de terrain – afin de mesurer la mise en œuvre et les effets des engagements issus du Grand Bargain. Le but du premier sondage est de collecter les perceptions des populations touchées quant à la délivrance de l'aide humanitaire et comment ces perceptions évoluent dans le temps. Le second sondage collecte les perceptions du personnel de terrain sur la mise en œuvre des thèmes du Grand Bargain et fournit une base de référence pour mesurer les progrès réalisés et l'impact des engagements. Les questions utilisent une échelle de Likert allant de 1 à 5 pour pouvoir quantifier les réponses.

Taille de l'échantillon

Enquête personnes touchées

599 interviews ont été réalisées à travers quatre départements en Haïti. Celles-ci ont ciblé des populations touchées par des catastrophes naturelles et qui ont reçu une assistance humanitaire à ce titre.

Enquête personnel de terrain

Un sondage en ligne a été adressé à 75 membres d'équipe, chefs d'équipe et experts suivi et évaluation, spécialistes programmes et techniques issus de diverses ONG internationales et agences de l'ONU. 29% des sondés sont des femmes et 71% des hommes.

Méthodologie d'échantillonnage

Enquête personnes touchées

Au moins 100 personnes ont été sélectionnées au hasard dans chacun des quatre départements de l'enquête. Le but est d'aboutir à un échantillon représentatif de chacune des quatre régions les plus affectées, réparti entre zones urbaine, rurale et côtière, et divisé équitablement entre hommes et femmes. Les participants à l'enquête ont été sélectionnés au hasard et interrogés dans des espaces publics au sein de 14 villages différents.

Enquête personnel de terrain

Douze organisations ont été sollicitées pour participer à l'enquête. Onze organisations ont accepté de participer et ont distribué le questionnaire en ligne à un échantillon de leur propre personnel. Les organisations participantes sont : les agences de l'ONU et les organisations internationales (OCHA, UNDP, UNICEF, WFP, IOM) ; des ONG internationales (CARE, CRS, IFRC, Mercy Corps, OXFAM) et une organisation locale J/P HRO.

Désagrégation des données

Enquête personnes touchées

Les données sont désagrégées par département, zone, âge et type de domicile.

Enquête personnel de terrain

Les données sont désagrégées par type d'organisation, par le rôle du sondé dans l'organisation et par la zone de travail de ce dernier. L'analyse fait état d'éventuelles différences de perceptions parmi les groupes démographiques mais ne



procède pas à une décomposition systématique de toutes les données en fonction de ces groupes démographiques.

Modalités linguistiques

Enquête personnes touchées

Cette enquête a été conduite en français et en créole haïtien.

Enquête personnel de terrain

Cette enquête a été conduite en anglais, en français et en créole haïtien.

Collecte des données

Enquête personnes touchées

Les données ont été collectées entre le 9 et le 13 avril 2017 par Le Fonds de Parrainage National, une organisation de collecte indépendante contractée par Ground Truth.

Enquête personnel de terrain

Les données ont été collectées entre le 17 avril et le 18 mai 2017 à l'aide d'un instrument numérique de sondage.

Pour obtenir des informations supplémentaires sur les sondages de Ground Truth en Haïti, veuillez contacter Nick van Praag (Nick@groundtruthsolutions.org), Michael Sarnitz (Michael@groundtruthsolutions.org), ou Valentina Shafina (Valentina@groundtruthsolutions.org).